

MIDI-PYRENEES PREVENTION

Association Loi 1901

2 rue Georges Vivent
31065 TOULOUSE Cedex 9

Préfecture de la Haute-Garonne n° W313025543

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021



Audit et commissariat aux comptes

MIDI-PYRENEES PREVENTION
Association Loi 1901

2 rue Georges Vivent
31065 TOULOUSE Cedex 9

Préfecture de la Haute-Garonne n° W313025543

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de l' Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MIDI-PYRENEES PREVENTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entités et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos appréciations ont porté sur les points suivants :

- > Les principes de comptabilisation des fonds dédiés et des subventions à reverser dans le cadre des financements CFPPA tels qu'ils sont exposés au paragraphe "3. Règles et méthodes comptables - principes et conventions générales" de l'annexe ;

- > Les principes de ventilation des fonds dédiés sur subventions et l'éligibilité des dépenses mentionnées dans les comptes d'emploi, tels qu'ils sont exposés au paragraphe "1. Règles et méthodes comptables" de l'annexe ;

- > L'évaluation des créances et dettes telle qu'exposée dans les paragraphes "4. Analyse des comptes - 4.1 Actif circulant " et "4. Analyse des comptes - 3.2.3 Dettes" de l'annexe ;

- > Les variations des fonds dédiés sur subventions de fonctionnement, telles qu'elles sont exposées au paragraphe "5. Complément d'information relatif au bilan- 5.3 Tableau de variation des fonds dédiés" de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à TOULOUSE, le 24 juin 2022



Pour @ec Audit

Denis LESPRIT, Commissaire aux comptes

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



M2P

2 RUE GEORGES VIVENT

31065 TOULOUSE CEDEX 9

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12		Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros %
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques...					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions					
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>					
	Immobilisations financières (1)					
	Participations et Créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
	Total I					
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours					
	Créances (2)					
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	52 924		52 924		52 924
	Créances reçues par legs ou donations					
	Autres				24 840	24 840 100.00
	Valeurs mobilières de placement					
	Instruments de trésorerie					
Comptes de Régularisation	Disponibilités	748 513		748 513	665 593	82 920 12.46
	Charges constatées d'avance (2)					
	Total II	801 436		801 436	690 433	111 003 16.08
	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	801 436		801 436	690 433	111 003 16.08

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2021	12 31/12/2020	12 Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires	220 000		220 000	
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres	92 329	256 994	164 665	64.07
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	55 413	55 335	78	0.14
	Situation nette (sous total)	367 742	312 329	55 413	17.74
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	367 742	312 329	55 413	17.74
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	24 005	41 870	17 865	42.67
	Total II	24 005	41 870	17 865	42.67
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
DETTES (1)	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	308 657	265 005	43 653	16.47
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	97 898	71 080	26 819	37.73
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	3 134	150	2 984	NS
	Instruments de trésorerie				
DETTES (1)	Produits constatés d'avance				
	Total IV	409 690	336 234	73 455	21.85
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	801 436	690 433	111 003	16.08

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

409 690

265 155

BGS EXPERTISE

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2021 12	31/12/2020 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	1 500	977	523	53.53
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	644 500	510 488	134 012	26.25
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés	20 126	74 427	54 301	72.96
Autres produits	20		20	
Total I	666 146	585 891	80 255	13.70
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	579 303	403 051	176 253	43.73
Aides financières	4 520	2 439	2 081	85.31
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	24 005	41 870	17 865	42.67
Autres charges	23 494	88 059	64 565	73.32
Total II	622 283	530 541	91 742	17.29
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	43 863	55 351	11 487	20.75

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)						
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	43 863		55 351		11 487	20.75
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	11 557				11 557	
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	11 557				11 557	
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	8		15		8	50.61
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	8		15		8	50.61
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	11 549		15		11 565	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	677 703		585 891		91 812	15.67
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	622 290		530 556		91 734	17.29
5. EXCEDENT OU DEFICIT	55 413		55 335		78	0.14

ANNEXE 2021

MIDI-PYRENEES PREVENTION

1 Description de l'association

➤ Objet social de l'entité

L'association Midi-Pyrénées Prévention a pour objet de faciliter, d'améliorer, de promouvoir et de mettre en œuvre des actions de prévention de la santé, de la perte d'autonomie en faveur des seniors.

Ses objectifs principaux sont de :

- Contribuer à la lisibilité de la politique de prévention santé et de l'action sociale des différents organismes de protection sociale membres de l'association, auprès des bénéficiaires et des partenaires ;
- Favoriser une politique d'actions collectives de prévention santé notamment du « bien vieillir » des personnes en développant des actions de prévention ;
- Cibler les territoires prioritaires d'intervention en s'appuyant sur les données issues des diagnostics
- Faire appel à des professionnels spécialisés aux savoir-faire et aux compétences reconnus par un diplôme assurant les prestations dans le respect des normes en vigueur des bonnes pratiques professionnelles ainsi que les règles déontologiques ;
- Participer à toute structure de coopération et à tout réseau nécessaire à la réalisation de sa mission ;
- Mettre en place des démarches qualité et d'évaluation ;
- Partager des expériences et des pratiques professionnelles avec diffusion de référentiels nationaux inter-régimes ou élaboration de procédures de bonnes pratiques.



➤ Nature et Périmètre des missions sociales réalisées

La structure Midi-Pyrénées Prévention couvre la totalité du territoire de l'ex-région Midi-Pyrénées, elle a pour objet de porter de manière coordonnée et concertée les actions de préventions des trois régimes de retraite en faveur des seniors en s'inscrivant notamment dans les politiques déployées dans le cadre des Conférences des Financeurs.

Les actions menées sur le territoire s'articulent autour de différentes thématiques :

- Mémoire
- Sophrologie
- Nutrition
- Vitalité
- Bien-être
- ...



➤ Moyens mis en œuvre

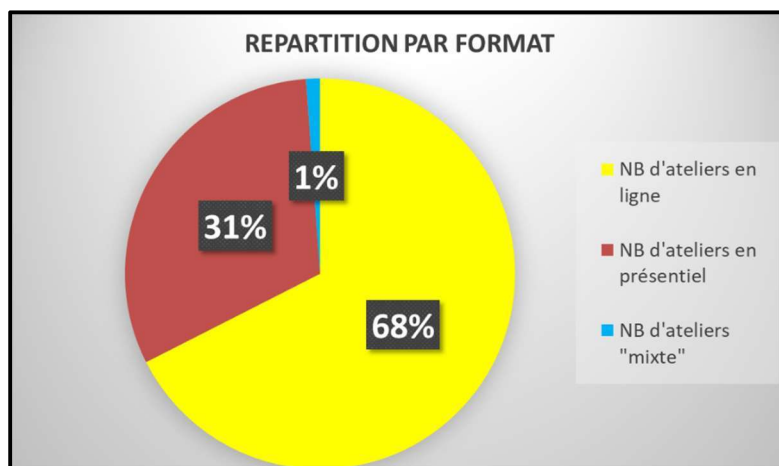
M2P dispose d'une équipe opérationnelle de 6 personnes (4 personnels administratifs et 2 chargés de missions) qui pilote l'activité.

Les ateliers sont déployés sur le territoire sur les instructions de l'équipe de pilotage au travers de 4 structures de référents territoriaux regroupant 14 référents.

Le déroulement des ateliers se fait avec l'intervention de 70 à 80 animateurs par an.

2 Faits marquants de l'exercice

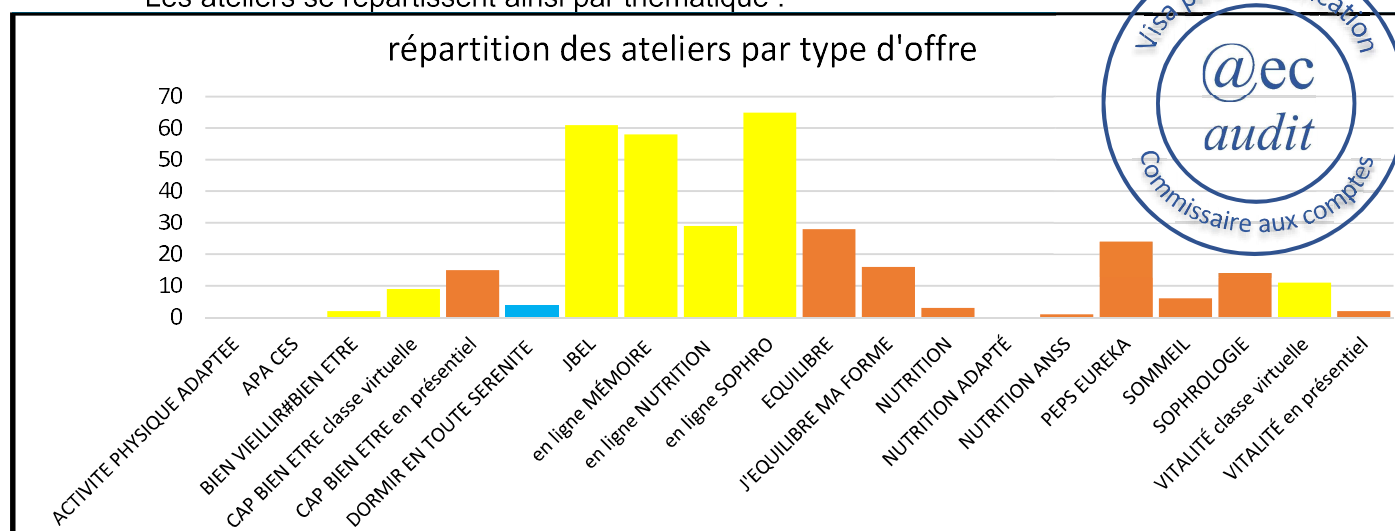
- **Mise en place des ateliers en ligne créés par M2P dès le 8 janvier 2021**, avec une tarification spécifique n'incluant pas de frais de déplacement, pour les animateurs, mais sans distinction tarifaire pour les référents territoriaux (525€ quelque soit le type d'atelier mis en place en 2021)



- **Dépassement de l'objectif annuel des 300 ateliers dans la limite fixée par le conseil d'administration du 29 JUIN 2021, soit 348 ateliers sur les 360 autorisés :**

424 actions travaillées, 76 annulées (dont 45% sont des classes virtuelles CCMSA), **soit 348 ateliers réalisés auprès de 2725 participants**. En moyenne, le nombre d'inscrits par atelier est de 9 personnes et le nombre moyen de participants est de 8. Il est plus bas que ce que nous connaissions avant la pandémie mais il est logique au regard des contraintes liées aux protocoles sanitaires et au cahier des charge des ateliers en ligne. **Les ateliers en ligne représentent 68% de l'offre de M2P en 2021**, et 100% sur le 1^{er} semestre (193 ateliers / 1170 participants). Néanmoins sur le 2^{ème} semestre les ateliers en présentiel ont représenté 70% de l'offre avec 109 ateliers sur 155 réalisés.

Les ateliers se répartissent ainsi par thématique :



- **Financement des membres fondateurs en hausse et en lien avec l'activité :** avec le dépassement des objectifs et la réalisation de près de 350 ateliers, l'ensemble des membres fondateurs a versé l'intégralité des sommes définies dans le budget 2021.
- **Réalisation de plusieurs rencontres en ligne avec le réseau des animateurs et des Référents Territoriaux**, en mars, en septembre et le 20 décembre avec une matinée axée sur le renforcement du lien entre les acteurs de M2P et la valorisation des réalisations, fruit d'un travail commun.
- **Un plan de formation 2021 réduit en raison de la pandémie :** il a été possible néanmoins de former 24 animateurs sur 3 sessions CAP BIEN ÊTRE et 1 session NUTRI ACTIV' dès Juin 2021.
- **2021 est la 1^{ère} année complète où la comptabilité est tenue entièrement par le cabinet d'expertise comptable BGS.** Auparavant elle était tenue par le service comptabilité de la Carsat Midi-Pyrénées.

3 Règles et Méthodes comptables



➤ Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

L'association recevant plus de 153 000€ de fonds provenant d'autorités administratives, un commissaire aux comptes a été désigné par le conseil d'administration lors de la séance du 29 mars 2017.

Les engagements fermes concernant les conventions contractées et signées avec les différents opérateurs sont comptabilisés en intégralités sur l'exercice.

Les fonds dédiés sont enregistrés au passif du bilan et correspondent à la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Lorsque les ressources ou subventions sont accordées pour plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention ou, à défaut, au prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrites en "produits constatés d'avance".

Au cas particulier, les fonds dédiés sont constitués de la part du montant des financements, attribués par les collectivités locales dans le cadre des CFPPA, qui n'a pas été utilisée sur l'exercice mais pour laquelle l'engagement de l'association est toujours possible en année N+1 dans le cadre d'une utilisation conforme aux objets des conventions initiales correspondantes. Dans le cas contraire, les financements concernés sont comptabilisés en subvention à reverser. La détermination des fonds dédiés a été calculée au regard des bilan définitifs établis sur la base des prises en charges indiquées dans chaque convention de

subvention.

➤ Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

4 Analyse des comptes

1.1 – Actif circulant

Les créances à l'actif circulant correspondent :

- Aux créances à court termes (moins d'un an) d'un total de 52 923.80€ :
 - Solde de subventions non versées au 31/12/2021 :

- MSA MIDI PYRENEES SUD : 22 741.00€
- MSA MIDI PYRENEES NORD : 30 182.80€



- Au solde du compte courant (BNP Midi-Pyrénées Prévention) :
748 512.51€

1.2 – Passif

1.2.1 – Fonds associatifs

Ils s'élèvent à 367 741.55€ et se constituent d'un fond associatif pour 220 000€, d'un report à nouveau pour 92 328.89€ et du résultat de l'exercice pour 55 412.66€.

1.2.2 – Fonds dédiés

L'état ci-dessous indique en détail la composition du montant de 24 005 € inscrit en fonds dédiés :

DEPARTEMENT	OBJET	NOTANT NOTIFIE	MONTANT VERSE AU 31-12-2021	MONTANT CONSOMME AU 31-12-2021	Fonds Dédies (comptes 194)	Montant à reverser
HAUTES-PYRENEES 65	2 CBE	2700	2700	2555	0,00 €	145,00 €
	4 SOPHRO	5800	5800	5481	0,00 €	319,00 €
	4 JEMF	16250	16250	7079	9 168,00 €	-
AVEYRON 12	4 JEMF	9 959,00 €	9 959,00 €	8 439,00 €	0,00 €	1 520,00 €
	3 GYM EQUI	7 220,00 €	7 220,00 €	6 110,00 €	0,00 €	1 110,00 €
HAUTE-GARONNE 31	6 ATELIERS	11 156,00 €	11 156,00 €	11 156,00 €	0,00 €	0,00 €
	5 CBE	8 021,00 €	8 021,00 €	7 798,00 €	0,00 €	223,00 €
	6 JEMF	17 513,00 €	17 513,00 €	7 044,00 €	7 982,00 €	2 487,00 €
GERS 32	DORMIR EN TOUTE SERENITE	13 527,00 €	13 527,00 €	8 922,00 €	0,00 €	4 605,00 €
TARN 81	3 JEMF	15 608,00 €	15 608,00 €	8 044,00 €	6 855,00 €	709,00 €
	2 Ateliers " En 2021 prenez soin de vous"					
TARN-ET-GARONNE 82	2 GYM - EQUI	5 020,00 €	5 020,00 €	3 728,00 €	0,00 €	1 292,00 €
	3 CBE	5 037,00 €	5 037,00 €	4 974,00 €	0,00 €	63,00 €
TOTAL					24 005,00 €	12 473,00 €

3.2.3 – Dettes

Les dettes Fournisseurs et comptes rattachés sont de 308 657.37€ au 31/12/2021 et se décomposent ainsi :

- Dette Fournisseurs : 86 345.36€
- Ateliers et autres prestations non facturées : 87 182.01€
- Prestations référents territoriaux non facturées : 70 553.00€
- Appels à projet 2019 non facturé : 64 557.00€



Les subventions à rembourser d'un montant de 97 898.39 euros se décomposent selon le détail ci-dessous :

DEPARTEMENT	EXERCICE DE RATTACHEMENT DE LA SUBVENTION	Subvention à rembourser (comptes 4431)
AVEYRON 12	2021	2 630 €
HAUTE-GARONNE 31	2021	2 710 €
GERS 32	2021	4 605,12 €
HAUTES-PYRENEES 65	2021	1 173 €
TARN-ET-GARONNE 82	2021	1 355 €
	SUBVENTION A REMBOURSER 2021	12 473,12 €
HAUTE-GARONNE 31	2020	4 837,40 €

GERS 32	2020	9 182,05 €
LOT 46	2020	1 660,16 €
HAUTES-PYRENEES 65	2020	14,00 €
TARN 81	2020	14 946,07 €
TARN-ET-GARONNE 82	2020	8,09 €
	SUBVENTION A REMBOURSER 2020	30 647,77 €
HAUTES-PYRENEES 65	2019	6 796,83 €
TARN 81	2019	12 897,17 €
LOT 46	2019	5 424,00 €
GERS 32	2019	4 928,42 €
HAUTE-GARONNE 31	2019	14 206,29 €
ARIEGE 09	2019	8 020,21 €
TARN ET GARONNE 82	2019	2 504,58 €
	SUBVENTION A REMBOURSER 2019	54 777,50 €
Total compte 4431		97 898,39 €



4 Résultats de l'activité 2021

4.1 – Produits

Le total des produits d'exploitation s'élève à 645 000€, constitué comme suit :

- Cotisations des membres fondateurs : 1 500€ (500€ x 3)

Organismes fondateurs	526 689,00	
CARSAT MIDI PYRENEES	393 875,20	75%
MSA Nord	65 732,80	12%
MSA Sud	62 081,00	12%
CAMIEG	5 000,00	1%
CFPPA	117 811,00	
Aveyron	17 179,00	15%
Gers	13 527,00	11%
Haute-Garonne	36 690,00	31%
Hautes-Pyrénées	24 750,00	21%
Tarn	15 608,00	13%
Tarn et Garonne	10 057,00	9%

4.2 – Charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à 579 303.17€, elles se décomposent comme suit :

- Petits Achats : 6 430.22€

	Total
EQUIPEMENTS MATERIEL	3 723,01 €
EQUIPEMENTS SANITAIRE	1 649,39 €
Fournitures administratives	1 057,82 €



- Prestations référents territoriaux : 173 775€

	Total	En présentiel	En ligne
ACTIONS MPS EXP SOCI	68 775,00	26 775,00	42 000,00
ACTIONS PREVA	49 350,00	15 750,00	33 600,00
ACTIONS ANS VIES AGES	34 125,00	6 300,00	27 825,00
ACTIONS FAMILLES RURALES 81	21 525,00	2 625,00	18 900,00

- Prestations animateurs et ateliers : 335 498.09€

	Total	En présentiel	En ligne
PREST GROUPE DE TRAVAIL	15 958,08		
CAMPAGNE APPELS SORTANTS	9 018,81		
CONFERENCE / REUNION PUBLIQUE	3 850,00		
RESEAU ANIMATEUR	6 550,00		
SEANCES POST COVID	2 220,56		
ATELIERS NUTRITION	28 080,00	3 150,00	24 930,00
ATELIERS VITALITE	5 250,00	1 950,00	3 300,00
ATELIERS JEMF	69 960,00	20 550,00	49 410,00
ATELIERS EQUILIBRE	30 253,14	30 253,14	0,00
ATELIERS MEMOIRE (PEPS EUREKA)	56 894,14	25 176,14	31 718,00
ATELIERS CAP BIEN ETRE	17 300,00	14 600,00	2 700,00
ATELIERS SOMMEIL	7 080,00	7 080,00	0,00
ATELIERS SOPHROLOGIE	72 403,36	17 553,36	54 850,00
ATELIERS TEST MOCA	3 010,00	3 010,00	0,00
ATELIERS TEST MMS	7 670,00	0,00	7 670,00

- Frais de missions : 18 942.55€

DEPLACEMENTS DIVERS	18871,27
RECEPTIONS	71,28

- Frais de déplacement séminaire : 12 771.35€

FORMATION (hébergement)	7193,93
FORMATION (déplacements)	5577,42

- Autres services extérieurs : 31 885.96€

LOCATIONS DE SALLES	60
MAINTENANCE INFORMATIQUE	1389,6
PRIMES D'ASSURANCE	29,1
HONORAIRES	64,44
HONORAIRES COMPTABLES	14400
HONORAIRES CAC	5670
PUBLICITE PUBLICATIONS RELATI	7876
FRAIS AFFRANCHISSEMENT	780,88
SERVICES BANCAIRES	1615,94



- Extourne subventions versées : -4 519.68€

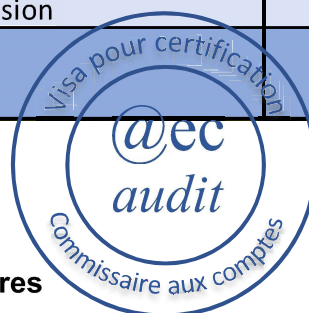
SUBVENTIONS VERSEES	-4519,68
---------------------	----------

5 Complément d'information relatif au bilan

5.1 Contributions Volontaires

Au regard des spécificités des personnes concourant au fonctionnement de l'association, il est apparu préférable de retenir le principe d'une valorisation qualitative faisant ressortir un temps de travail global à partir d'une évaluation individuelle.

Organisme	Personnels	ETP 2020
CARSAT	Pilotage et coordination	1,3
	Secrétariat	1,4
	Direction Financière et comptable	0,4
MSA Midi-Pyrénées Nord	Chargé de mission	0,5
MSA Midi-Pyrénées Sud	Chargé de mission	0,5
TOTAL		4,1



5.2 Tableau de variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres avec droit de reprise			220 000		220 000
Report à nouveau	256 994	55 335	55 335	220 000	92 329
Excédent ou déficit de l'exercice	55 335	55 335	55 413		55 413
Situation nette	312 329		275 413	220 000	367 742
TOTAL I	312 329		330 748	220 000	367 742

5.3 Tableau de variation des fonds dédiés

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	41 869	24 005	41 869	26 355		24 005	
CFPPA 09 ARIEGE	2 578		2 578				
CFPPA 31 HAUTE-GARONNE	13 493	7 982	13 493	4 837		7 982	
CFPPA 32 GERS	5 867		5 867	4 067			
CFPPA 81 TARN	14 946	6 855	14 946	14 946		6 855	
CFPPA 12 AVEYRON	1 005		1 005				
CFPPA 82 TARN ET GARONNE	3 980		3 980	2 505			
CFPPA 65 HAUTES-PYRENEES		9 168				9 168	
TOTAL	41 869	24 005	41 869	26 355		24 005	

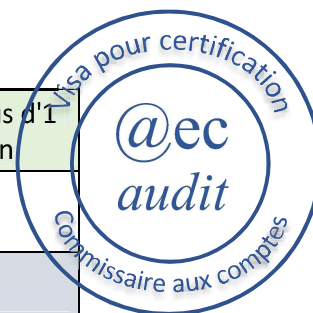
* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ». Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

5.4 Etat des échéances des créances et des dettes

Etats des créances	Montant brut	A 1an au plus	A plus d'1 an
MSA MIDI PYRENEES SUD	22 741,00 €	22 741,00 €	
MSA MIDI PYRENEES NORD	30 182,00 €	30 182,00 €	
TOTAL	52 923,00 €	52 923,00 €	



Etats des dettes	Montant brut	A 1an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés				
Fournisseurs	86 345,36 €	86 345,36 €		

Factures non parvenues	222 312,01 €	222 312,01 €		
Departement du Gers 32	3 134,00 €	3 134,00 €		
Subventions a reverser				
2019 SUB A REVERSER CFPPA 09	8 020,21 €	8 020,21 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 31	14 206,29 €	14 206,29 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 32	4 928,42 €	4 928,42 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 46	5 424,00 €	5 424,00 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 81	12 897,17 €	12 897,17 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 65	6 796,83 €	6 796,83 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 32	9 182,05 €	9 182,05 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 46	1 660,16 €	1 660,16 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 65	14,00 €	14,00 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 82	8,09 €	8,09 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 31	4 837,40 €	4 837,40 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 81	14 946,07 €	14 946,07 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 12	2 630,00 €	2 630,00 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 31	2 710,00 €	2 710,00 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 32	4 605,12 €	4 605,12 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 65	1 173,00 €	1 173,00 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 82	1 355,00 €	1 355,00 €		
TOTAL	407 185,18 €	407 185,18 €	0,00 €	0,00 €



5.5 Produits à recevoir

Néant



5.6 Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	222 312
Total	222 312

Les charges à payer sont composées des Factures non parvenues relatives à des dépenses engagées et non encore facturées au 31/12/2021.

5.7 Engagement hors bilan : Néant